

Canada a informé le ministre cette semaine qu'il n'estimait pas sa réponse acceptable et croyait que la question devrait être étudiée à la lumière des opinions émises devant le juge Robinson?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question est litigieuse.

### L'INDUSTRIE

LA TRANSACTION ENTRE VOLKSWAGEN ET STUDEBAKER: LE RAPPORT DES LÉGISTES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Hales (Wellington-Sud):** Monsieur l'Orateur, quand le ministre du Revenu national se propose-t-il de déposer le rapport juridique qu'il a promis à la Chambre au sujet des négociations entre Volkswagen et Studebaker?

**L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, je ne me rappelle pas avoir fait une telle promesse à la Chambre. Les fonctionnaires de mon ministère, avais-je dit, demandaient l'avis du ministère de la Justice en cette affaire.

### LES FINANCES

GATT—LE PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Danforth (Kent, Ont.):** Monsieur l'Orateur, je comptais adresser ma question au ministre des Finances, mais en l'absence de celui-ci, peut-être le ministre du Commerce voudra-t-il s'en charger? Sauf erreur, nous approchons rapidement de la date de résiliation de l'offre d'une réduction générale du tarif douanier proposée par les États-Unis lors des négociations de Genève. A cet égard, le ministre peut-il dire si les pays participants ont marqué des progrès dans le sens d'un accord général sur ce problème?

**L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce):** Monsieur l'Orateur, il s'accomplit de bons progrès. Reste à savoir si tous les termes de l'accord envisagé par feu le président Kennedy seront réalisés. Je suis cependant optimiste. J'espère qu'on réussira à réduire les barrières douanières du commerce mondial. Je compte retourner la semaine prochaine à Paris, où j'ai l'intention d'avoir de nouvelles discussions avec notre délégation de Genève.

[M. MacDonald.]

### LA PÊCHE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA MODIFICATION DES RÈGLEMENTS CONCERNANT LES QUAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, le 27 octobre, j'ai posé au ministre des Transports une question au sujet de ce que les pêcheurs de la côte du Pacifique estiment être des règlements arbitraires et injustes. Le ministre a répondu que ce n'était pas une question à laquelle il pouvait répondre à l'appel de l'ordre du jour, mais qu'il s'occuperait de la chose. S'il s'en est occupé, pourrait-il nous communiquer le fruit de ses efforts?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je me suis occupé de la chose, je m'en occupe et je vais m'en occuper encore assez longtemps, car la question est vraiment enchevêtrée et difficile. Je veux bien la démêler, mais ce ne sera pas pour cette semaine.

**M. Barnett:** Monsieur l'Orateur, si le ministre et moi en discussions à dix heures, cela aiderait peut-être à la démêler.

### LA FONCTION PUBLIQUE

LA PRIME AU BILINGUISME

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox):** Monsieur l'Orateur, la nouvelle prime qui doit être allouée aux employés bilingues de la fonction publique sera-t-elle allouée aussi aux employés bilingues pour d'autres langues que l'anglais et le français?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, les règlements sont explicites à cet égard. Je crois que la prime pour les employés bilingues ne s'applique qu'à ceux possédant les deux langues officielles du Canada. Si mon ami, le ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor, a quelque chose à ajouter, il pourrait peut-être le faire maintenant.

**L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor):** J'enverrai la résolution au député.